

VOILÀ LE PATRON !

Avec le refus wallon au Ceta, Elio Di Rupo a démontré qu'il était toujours le patron au PS. Et Paul Magnette a démontré qu'il en serait le prochain. Grâce à son prédécesseur. Et alors qu'ils se méfient tant l'un de l'autre.

PAR NICOLAS DE DECKER

On lisait, l'autre fois, une nouvelle de Stefan Zweig. Pas la meilleure, mais le tourmenté Autrichien est toujours excellent, de toute façon. *Découverte inopinée d'un vrai métier* était son titre. C'est le narrateur qui découvre inopinément ce vrai métier. Et puis, on a levé les yeux, du livre vers une télé restée allumée. Et on a vu Paul Magnette en mondovision – 700 000 vues de son intervention au parlement wallon ! –, glorifié par Jean-Luc Mélenchon et *Le Figaro*, loué par *Libération* et Natacha Polony. On lui faisait la réputation d'un ministre-président dilettante et d'un bourgmestre qui s'ennuie. On l'a vu subitement transformé en héroïque résistant à la mondialisation libérale, infatigable autant qu'inflexible.

Et on a dépeint son président de parti, Elio Di Rupo, comme dépassé sur son flanc gauche par le cavalier seul de son si preux héritier.

→ C'est une manière de malentendu, et un gros paradoxe.

Un malentendu parce que, on l'a déjà lu

partout, Paul Magnette est un europhile congénital. Il était naguère un universitaire catastrophé des accrocs de l'intégration européenne, des réticences irlandaises au Traité de Nice aux rejets français et néerlandais du Traité constitutionnel. Et que là c'est lui, pas tout seul mais enfin on dirait, qui rejette un texte fondateur. Et qu'il en tire une notoriété, donc un capital politique, proche de l'inouï : il s'est, ces dix derniers jours, fait acclamer dans les supermarchés – les rayons du Delhaize de Chimay ont, paraît-il, tremblé à son passage... –, dans les buvettes de football et même, fait inédit, au dernier conseil communal de Charleroi, auquel il n'a pourtant pas pu participer, lundi soir. « C'en est devenu surréaliste », glisse-t-on dans l'entourage de la nouvelle star.

Et c'est un paradoxe, un gros paradoxe, parce que ce refus de signer le Ceta est tout sauf un cavalier seul de Paul Magnette. Lui, il moissonne, certes, et plus rien ne semble désormais pouvoir l'arrêter. Mais c'est Elio Di Rupo qui tenait ferme les rênes du parti, et qui a forcé son ministre-président, son ancien poulain, à ruer contre l'Europe.

Or, les relations entre l'inoxidable président et son favori de jadis se sont détériorées ces derniers mois (« Nous nous sommes tant aimés ! », titrait *Le Vif/L'Express* en novembre 2015), le premier reprochant au second son impatience à lui succéder, le second tenant grief au premier de s'éterniser au Boulevard de l'Empereur. Et le Carolo parsemant ses interviews de délicatesses à l'égard du Montois : « J'étais plus content de laisser un parti à 32 % quand je l'ai quitté que de voir les résultats des sondages aujourd'hui, évidemment », disait-il ainsi cauteleusement, début octobre, à *La Libre...*

Nos confrères de *L'Echo* ont révélé, les premiers, le rôle décisif joué par les pré-

sidents des deux formations de la majorité wallonne : un CDH anonyme expliquait, samedi dernier, que « Magnette a été plusieurs fois à deux doigts de craquer et c'est bien normal vu la pression démentielle. Mais tant Di Rupo que Lutgen l'ont maintenu sur les rails du non ». Au PS, les réunions au sommet se sont succédé – plusieurs « G9 » en une semaine, c'est très rare –, comme les contacts entre le président Di Rupo et le ministre-président Magnette – « ils se sont eus jusqu'à quinze fois par jour au téléphone », dit un proche. « Et de ce que j'en sais, confirme un Wallon généralement bien informé, les ministres-présidents, Demotte et Magnette, étaient plutôt enclins à signer dans les temps impartis, et c'est Elio qui leur a imposé de ne pas flancher. » « Sans même parler de Marcourt, dont le boulot est de rencontrer les grands patrons, et qui, depuis des semaines, se demande dans quoi le parti s'est embarqué », ajoute un autre. Depuis le début du combat, Elio Di Rupo est un des interlocuteurs les plus attentionnés du CNCD, qui bat la campagne depuis plusieurs années contre ces traités commerciaux, Ceta et TTIP. Pourtant, ces dernières semaines, Elio Di Rupo est apparu en retrait, dans l'ombre d'un ministre-président wallon qu'il a ainsi consacré pour l'éternité des siècles.

Pourquoi avoir offert ce cadeau à un camarade dont il se méfie désormais ? Pourquoi n'avoir pas tenté d'organiser lui-même la résistance, notamment en passant par des instances transnationales qu'il connaît très bien – le Parti des socialistes européens, l'Internationale socialiste, dont il est vice-président ? Pourquoi, alors que son parti dirige trois gouvernements – le wallon, le francophone et le bruxellois –, c'est celui que mène Paul Magnette qui a pris tous

les coups... et récolté tous les lauriers ?

Ecartons d'ores et déjà l'hypothèse cyniquissime, qui circule pourtant chez certains socialistes haut placés : « On va finir par céder, Elio le sait, et il veut pousser Paul à l'humiliation », disait-on ici ou là dans le courant de la semaine écoulée. C'est une foutaise, puisque tout le contraire s'est produit : la majorité PS-CDH n'a pas cédé, et Paul ne s'est pas humilié. Mais il y a du hasard au moins autant que de la stratégie dans ce couronnement d'envergure continentale. « Elio s'est effacé dans l'intérêt du parti. Il a compris qu'il aurait paru moins crédible que Paul », pose un indéfectible partisan du premier, qui estime l'effacement présidentiel stratégique. « Si on était à 45 % dans les sondages, on pourrait peut-être se permettre de régler des comptes », ajoute-t-il. Il fallait, également, embarquer le CDH dans la mêlée. « Or, précise un socialiste, c'est Philippe Courard (PS) qui préside le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et il n'y a pas, depuis le départ de Joëlle Milquet, d'humaniste de poids au gouvernement francophone. »

Le président du parlement de Wallonie, André Antoine, qui s'était saisi des dossiers, a ainsi pu, lui aussi, donner à sa personne et à son institution une publicité historique. « Alors que, paradoxalement, c'est le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui, il y a deux semaines, a signifié le premier son refus du Ceta, Rudy Demotte s'est caché. Il est resté au Japon jusqu'au terme de la visite d'Etat, tandis que Paul Magnette, lui, l'a interrompu », soupire une députée francophone écologiste. La différence entre les deux ministres-présidents hennuyers ? L'un décline et l'autre explose. L'un, le Tournaisien, ne se croit plus pré-

sidentiable depuis quelques années déjà. L'autre, le Carolo, sait que la présidence lui est promise. Et que même Elio Di Rupo n'y peut désormais plus rien.

Laurette Onkelinx, la dernière à avoir pu contester la succession annoncée, s'est fait une raison : sauf si, un jour, Paul Magnette le décide, elle ne sera jamais présidente du Parti socialiste. « Lundi matin, en bureau de parti, elle accusait manifestement le coup. Pourtant, elle s'est fait inviter sur tous les plateaux télé, jeudi soir sur la RTBF, dimanche midi sur RTL-TVi, ce qui montre bien qu'elle voulait occuper un terrain médiatique... », remarque un Carolorégien.

C'est ainsi que le socialiste qui voulait le moins affronter l'Europe en est devenu le plus glorieux opposant.

Et que celui qui a décidé de la confrontation est appelé à s'effacer sans trop de gloire.

« Ce qui se rapproche le plus de la définition de la situation, c'est le mot d'usurpation », résume un socialiste, un peu effrayé de se l'entendre dire.

On replonge dans *Découverte inopinée d'un vrai métier*.

Et on se rappelle ce qu'était ce vrai métier découvert inopinément par un Autrichien tourmenté : pickpocket.

« Concernant l'art du pickpocket, jusqu'ici trop peu étudié et, à ma connaissance, jamais décrit correctement, j'avais déjà, au demeurant, que, pour faire de bonnes prises, les voleurs ont besoin d'une bonne mêlée comme les harengs pour le frai : en effet, ce n'est que lorsqu'on les presse et les bouscule que les victimes peuvent ne pas sentir la main qui les guette et les déleste de leur portefeuille ou de leur montre », écrivait-il.

Ici, la victime, consentante, a laissé bailler ses poches. En pleine mêlée. ♦

Une voix dissonante au CDH

Au CDH, tout le monde ne lit pas le Ceta avec le même œil critique. Au bureau de parti de ce lundi 24 octobre, le député fédéral Georges Dallemagne a ainsi suggéré de signer ce fameux accord commercial transatlantique au plus vite. « On a tous intérêt à conclure des contrats avec des pays qui partagent nos valeurs, dit-il. Et, en dehors de l'Europe, il n'y en a pas tant. Or, les Canadiens sont très proches de nos valeurs. » Le parti l'a écouté mais ne l'a pas pour autant suivi. Si Georges Dallemagne est le plus fervent partisan d'une signature rapide, d'autres humanistes sont également un brin mal à l'aise avec ce dossier : ils trouvent, en vrac, que l'opposition du gouvernement wallon s'est

manifestée bien tard ; que tout ce barnum constitue un grand gâchis ; et que le dossier doit atterrir sans tarder en faisant le moins de dégâts possibles. Maxime Prévot, pourtant vice-président wallon, se fait très discret sur le sujet, laissant à André Antoine, le président du parlement wallon, le soin de monter au front. Si la sincérité du président Benoît Lutgen dans son combat anti-Ceta ne fait aucun doute aux yeux de ses ouailles, certains d'entre eux mettent en cause celle de certains socialistes. « Paul Magnette a voulu dire oui plusieurs fois au Ceta, rapporte un membre du CDH. Et chaque fois, Elio Di Rupo et Benoît Lutgen l'ont fait reculer. »

LAURENCE
VAN RUYMBEKE

LA WALLONIE, PIONNIÈRE OU ARCHAÏQUE

En s'opposant au Ceta, Paul Magnette est devenu, au choix, le nouveau héros altermondialiste ou un irresponsable dogmatique. La vérité est sans doute au milieu.

PAR OLIVIER MOUTON

Vous savez comment l'on présente désormais la Wallonie au Canada ? Une région pauvre où l'on parle le français. » Vincent Reuter, administrateur délégué de l'Union wallonne des entreprises (UWE), fait preuve d'un humour cynique lorsqu'il évoque sa rage de voir la majorité régionale PS-CDH mener jusqu'au bout sa fronde contre le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (Ceta). « Nous sommes les seuls en Europe à s'y opposer, peste le patron des patrons. Cela signifie donc que tous les autres Etats membres sont incapables de lire un traité convenablement ou de déceler les chausse-trappes ? Franchement... Bien sûr, les préoccupations exprimées en matière sociale ou environnementale sont valables. Mais à nos yeux, le traité y répond déjà. »

« Une position peu réaliste »

Dans les milieux patronaux, mais aussi à droite du spectre politique francophone et en Flandre, le cavalier seul wallon contre le traité passe mal. Paul Magnette est présenté comme le « fossoyeur de la Belgique ». Son attitude confirme la thèse des deux démocraties, plaide la N-VA, qui, au fond, se frotte les mains. En chassant sur les plates-bandes du PTB, le ministre-président wallon positionnerait le PS « plus à gauche que Syriza ».

« La position wallonne m'inquiète pour trois raisons, souligne l'économiste Bruno Colmant, qui s'exprime en tant que membre de l'Académie royale de Belgique. Tout d'abord, les conséquences économiques seront très sévères pour la Wallonie, la Belgique dans son ensemble et davantage encore pour la Flandre : 90 % des exportations canadiennes passent par le port d'Anvers. Ensuite, au niveau institutionnel belge, cela va aggraver la division nord-sud. Surtout, c'est une position archaïque et peu réaliste dans un monde qui se globalise et alors que la Wallonie a absolument besoin de capitaux étrangers. Je suis d'avis qu'il faut embrasser la mondialisation, plutôt que la rejeter. En outre, je ne pense pas qu'avec son attitude, la Wallonie va modifier la philosophie des traités internationaux ou la réalité du monde. »

« Rester en dehors du système des traités, ce n'est certainement pas la meilleure manière de se protéger », affirme Vincent Reuter. Tant l'économiste que le patron des patrons pensent que l'attitude d'isolement wallonne ne restera pas sans représailles. « Il ne faut pas croire qu'après avoir dit "non", on va retourner à nos affaires comme avant », clament-ils. La Belgique risque de perdre des contrats avec le Canada ; une entreprise canadienne comme Bombardier, installée en Flandre, pourrait remettre en question ses engagements, tandis que l'Union européenne aurait fait état de possibles

conséquences sur d'autres dossiers – on songe aux fonds européens, notamment. Benoît Lutgen, président du CDH, n'a pas hésité à dénoncer des « comportements de délinquant politique ».

Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe MR au parlement wallon, ne décolère pas. « C'est vrai, les Wallons ont peur de l'avenir dans un monde débousolé et l'Europe ne répond pas aux attentes des citoyens, admet-il. Mais le ministre-président Paul Magnette joue sur les peurs. C'est du populisme de gauche, dans une logique électoraliste ! » Le libéral dénonce un « simulacre de démocratie » au parlement wallon, qui n'a pas été associé aux dernières décisions gouvernementales. Il fustige l'attitude wallonne à l'égard du Canada alors que la Région a déjà signé des traités avec « la Corée du Sud ou le Nicaragua » tout en commerçant des armes avec l'Arabie saoudite. Et il s'interroge non sans malice sur l'attitude « incompréhensible du CDH, avec un président de parlement, André Antoine, qui parle comme un simple député ». « Avec des positions archaïques comme celles-là, la Wallonie n'a pas d'avenir », lance-t-il.

« Une revanche de la démocratie »

Dans le camp des partisans du « non » au Ceta, on hausse les épaules face à ces accusations selon lesquelles la Wallonie s'alignerait sur le Cuba d'antan, voire sur l'URSS. « Tout ce qui est excessif est insignifiant, argumente Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCD-11.11.11. L'homme, grand spécialiste du combat altermondialiste au cœur duquel il est engagé depuis longtemps, s'amuse lorsqu'on lui demande s'il a déjà acheté son tee-shirt à l'effigie de Paul Magnette, qui fleurissent : « Je suis trop sobre pour cela. » Mais sur le fond, il salue cette « revanche de la démocratie ». « Ce qui

est plutôt difficile à comprendre, c'est pourquoi le gouvernement wallon est à ce point isolé », note-t-il. En quelques semaines, ce dernier est devenu un symbole de résistance dans toute l'Europe, jusqu'au cœur d'une France de gauche secouée par la campagne des présidentielles : la journaliste française Natacha Polony a publié une chronique intitulée « Magnette président ! » tandis que le quotidien *Libération* ornait sa Une d'un dessin tiré d'Astérix : « Vive la Wallonix ».

« Le Ceta pose en réalité plusieurs problèmes et il est d'autant plus important de les régler qu'il s'agit d'un traité de la nouvelle génération, appelé à en inspirer d'autres », insiste Arnaud Zacharie. Le TTIP, notamment : ce traité de libre-échange avec les Etats-Unis revêt une autre ampleur et ses négociations, suspendues en raison des réticences françaises et allemandes, pourraient recevoir un coup de fouet en cas de signature du Ceta. « L'une des principales pierres d'achoppement, c'est l'arbitrage des différends entre les entreprises et les Etats, inscrit dans le traité et dénoncé par des associations de magistrats en Europe », souligne le secrétaire général du CNCD-11.11.11. Ce dernier minerait la base de nos démocraties, dont les systèmes judiciaires constituent un pilier. Et offrirait la possibilité aux multinationales de bousculer des pans entiers de législations nationales.

Si les négociations ont accouché d'un texte dont la finalité est purement libre-échangiste, enchaîne Arnaud Zacharie, c'est parce qu'il a été négocié par des ministres du Commerce n'ayant guère de vision sur les droits sociaux ou environnementaux. Pas par des présidents, ni des Premiers ministres, en charge de

l'intérêt général. « Or, la mobilisation wallonne a ceci d'important qu'elle pose la question de l'équilibre entre l'intérêt général et les intérêts privés des multinationales. » « C'est la victoire de tous ceux qui luttent depuis des décennies contre les volontés de dérégulation de la finance et de l'économie défendues → par les libéraux », acquiescent les coprésidents Ecolo Zakia Khattabi et Patrick Dupriez. Syndicats, associations, mutuelles, partis politiques... : le front des résistants wallons est large.

Derrière le dossier Ceta, la polarisation de la politique francophone est plus vivante que jamais. Comme le reflet d'un système belge déjà largement confédéral.

« Une quête progressiste »

Alors, archaïque, la Wallonie ? Ou à la pointe d'un nécessaire combat progressiste ? « Tout dépend de ce que l'on entend par "progressiste" », entame Michel Hermans, politologue à l'université de Liège (ULg) et spécialiste de l'intégration européenne. La réponse, en réalité, se situe au milieu des deux. Tout en nuances. « La mondialisation est inéluctable et contient certainement une dimension de progrès, souligne l'universitaire. On ne peut d'ailleurs plus reculer, sauf à retourner à l'âge de la pierre. Mais si on comprend bien le discours de Magnette et Di Rupo, il ne s'agit pas d'un appel à supprimer les relations internationales, mais bien à tenir compte davantage de l'humain. Il faut reconnaître que l'intégration européenne s'est concentrée jusqu'ici sur les marchandises et les capitaux, moins sur les

personnes. » En ce sens, la démarche du PS et du CDH en Wallonie s'inscrit dans une quête de progrès. Pas d'isolement.

C'est d'ailleurs là le prolongement du combat altermondialiste né à la fin des années 1990 dans les rues de Seattle, en marge d'un sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et qui reste toujours d'actualité. « Cela fait plus de quinze ans que les accords multilatéraux de Doha, négociés au sein de cette organisation, restent globalement au point mort, relève Michel Hermans. Voilà pourquoi nous en sommes revenus à de tels traités bilatéraux, en attendant que les discussions avancent. On s'y attaque à des points délicats, dont ce fameux arbitrage, qui marquent un recul par rapport aux critères démocratiques. C'est la preuve qu'au cœur d'une démarche de progrès, il y a des évolutions rétrogrades. L'opposition de la Wallonie est saine quand elle rappelle que les citoyens ont leur mot à dire. »

« C'est un blocage assez légitime, appuie Min Reuchamps, politologue à l'UCL. Sur la forme, tout d'abord, parce que les Flamands ont été les premiers à

demandeur un cadre institutionnel permettant aux entités fédérées de prendre des attitudes comme celles-là, quitte à ce que cela s'oppose au gouvernement fédéral. Sur le fond, ensuite, parce que le Ceta revêt une importance d'autant plus grande que le TTIP arrive dans la foulée. D'une certaine façon, c'est la re-

vanche des parlements. » La Wallonie est-elle, dès lors, le fer de lance du progressisme ? « C'est un concept qui évolue, rétorque Min Reuchamps. En Belgique, celui qu'on nommait le Parti du progrès et de la liberté (PVV, en Flandre, ancêtre de l'Open VLD) était un parti libéral prônant le retrait de l'Etat. Dans le discours actuel, le progrès passerait davantage par un contrôle retrouvé de l'Etat face aux multinationales. »

Une certitude, selon le politologue de l'UCL : « C'est une belle négociation politique, au sens noble du terme ». Son homologue liégeois y voit une « bagarre entre le PS et le MR », mais pas nécessairement dans le sens que l'on croit. Oui, les libéraux cherchent à mettre en évidence la responsabilité wallonne dans l'isolement de la Belgique, raison pour laquelle le Premier ministre Charles Michel a insisté plusieurs fois sur la « politique de la chaise vide » du gouvernement wallon. Mais en même temps, le MR laisse faire en se méfiant, car il sait combien la population wallonne peut adhérer au franc-parler socialiste dans ce dossier. « Et il ne faut pas oublier que, dans le contexte belge, le MR a besoin d'un PS fort face au PTB », insiste Michel Hermans. Pour gérer ensemble, demain, une Région à l'avenir incertain.

L'isolement de la Wallonie, dans cette confrontation devenue belgo-belge, ne se décode dès lors pas uniquement avec des noms d'oiseaux et des allusions au passé communiste. Entre les accusations de ringardise et les fiertés progressistes, une troisième voie existe. ♦